



# commentaire

Jean Giroux

## Ni blanc ni noir à Oka

En dépit de sa durée et de sa nature raciale, la crise d'Oka continue d'être perçue par les Québécois de façon partagée. Ceux qui privilégient la solution militaire par rapport à un éventuel dénouement négocié s'étonnent des résultats des divers sondages d'opinion qui révèlent l'humeur des Québécois sur cette question.

Les données du plus récent sondage, soit celui que la maison Léger & Léger a réalisé entre le 9 et le 11 août derniers, pour le compte de Télévision Quatre Saisons, à travers un échantillonnage de 1 000 répondants, confirment que les Québécois favorisent à 57% la négociation avec les Mohawks en même temps que 50% d'entre eux pensent que le gouvernement du Québec y est allé trop généreusement dans les concessions qu'il a déjà consenties aux autochtones. Que signifient ces chiffres?

Ces chiffres révèlent d'abord que les Québécois ne se sentent pas menacés par les autochtones de même que par les revendications qu'ils avancent et soutiennent. Ce n'est certes pas le poulx des résidents des régions d'Oka et de Châteauguay. Eux doivent subir les affres et les emmerdements quotidiens qui découlent de l'érection des barricades par les Mohawks. Pour la majorité de ceux-ci, le temps n'est plus au baratin. Et on les comprend.

Pour tous les autres qui vivent le conflit à travers les journaux et les bulletins télévisuels, donc qui n'ont pas les 2 pieds dans le sociodrame, les revendications des autochtones suscitent une certaine sympathie et une dose de compréhension. Je suis enclin à penser que notre statut de minoritaires au Canada et en Amérique du Nord a développé une sensibilité à fleur de peau à l'endroit des minoritaires. Une majorité comprend généralement très mal ce que vit une minorité et les combats incessants qu'elle doit mener pour sa survie. Les francophones nord-américains subissent cet état de choses et sont sympathiques envers ceux qui vivent des situations semblables. Que l'on se souvienne de la grande période de la décolonisation, en Afrique surtout, alors que chaque pays qui parvenait à couper ses liens coloniaux était ressenti comme une victoire, comme un progrès de l'humanité. Le plus illustre a été l'Algérie, au tout début des années soixante.

Comme peuple minoritaire, les Québécois restent ouverts à l'endroit de ceux qui partagent un statut semblable. Cela me paraît évident à la lecture des sondages qui cherchent à mesurer notre sensibilité envers les communautés autochtones. Globalement, le sort des premières nations suscite une large compréhension chez nous. Il se peut très bien que ce noble sentiment provienne d'une vieille culpabilité encore vivante en raison de nos attitudes et de nos comportements passés à l'égard des SAUVAGES, peu réceptifs à profiter de nos valeurs de Blancs, chrétiens, civilisés et supérieurs.

Le même sondage de la maison Léger & Léger évalue le jugement que les Québécois portent sur leurs dirigeants politiques dans cette affaire. En tête de liste, Brian Mulroney est confortablement installé avec un taux d'insatisfaction de 90 % alors que son ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, l'irremplaçable Tom Siddon, écope d'un score négatif de 81 %. Au niveau provincial, Robert Bourassa se fait crucifier par 73 % des répondants qui n'apprécient pas son leadership dans le conflit Oka/Kanesatake-Châteauguay/Kahnawake. Même coup de sonde envers le ministre Sam Elkas qui se trouve une fois de plus impliqué au coeur d'un conflit délicat.

Tout en mettant en relief les sympathies des Québécois envers la cause des autochtones, le sondage met le doigt sur l'inaptitude des chefs politiques à gérer ce dossier de crise. Jusqu'à présent, les gouvernements ont privilégié la négociation par rapport à la méthode forte qui aurait constitué l'appel à l'armée pour défoncer les barricades. Tout cela peut sembler paradoxal. En même temps que l'on affirme sa sympathie envers la cause mohawk et que l'on souhaite majoritairement la conclusion d'une solution négociée, on juge sévèrement nos chefs politiques qui n'ont pourtant pas fait autre chose que de temporiser, tergiverser et négocier. Le bât blesse quelque part. Tout en favorisant la négociation, les Québécois jugent sévèrement leurs dirigeants qui gèrent cette négociation. À travers ces réponses, c'est le manque flagrant de leadership dans la négociation qui horripile et rend les répondants de mauvaise humeur. À aucun moment, depuis le début de la crise, n'a émergé un leadership auquel les gens s'attendent dans un tel contexte. À Ottawa comme à Québec, les dirigeants ont perdu pied et n'arrivent plus à reprendre la situation en main. Même pas à donner l'apparence d'une reprise en main. C'est ce que les Québécois jugent sévèrement parce que cette carence au plus haut niveau est ressentie comme une humiliation. Et l'humiliation reste toujours un sentiment désagréable puisqu'il découle d'un affront, d'un mépris ou d'un abandon.